La Compagnie des Indes orientales et le commerce avec la Chine

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une compagnie entre commerce et empire

Dotée d'une charte en 1600, la Compagnie anglaise des Indes orientales était au début du XIXe siècle un hybride sans équivalent : une société par actions dont les actionnaires se réunissaient à Londres, et en même temps une puissance souveraine qui gouvernait de vastes parties du sous-continent indien au moyen de ses propres armées et de sa propre administration civile. Ses agents étaient à la fois marchands, administrateurs et diplomates. Leurs décisions obéissaient au calcul commercial, aux intérêts stratégiques de l'État britannique et aux ambitions de ses officiers en Asie.[1]

Le Parlement contrôlait la Compagnie par le renouvellement périodique de sa charte. Le Charter Act de 1813 mit fin au monopole commercial de la Compagnie en Inde, à l'exception du commerce du thé et de l'opium et du commerce avec la Chine.[2] À partir de 1813, les marchands britanniques privés purent commercer librement avec l'Inde, tandis que le commerce avec la Chine restait réservé à la Compagnie jusqu'au renouvellement suivant de la charte par le Government of India Act 1833.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Singapour fut fondée entre ces deux lois, à une époque où le commerce avec la Chine constituait l'activité la plus lucrative de la Compagnie et faisait l'objet d'une pression croissante des marchands privés.

Le commerce avec la Chine et le monopole du thé

Le thé était au cœur du commerce avec la Chine. À mesure que la demande britannique de thé chinois augmentait tout au long du XVIIIe siècle, les achats de la Compagnie à Canton devinrent une source majeure de ses bénéfices et des recettes de l'État britannique, qui taxait le thé à son arrivée. Les autorités chinoises cantonnaient le commerce étranger à Canton et à une guilde de marchands agréés, les marchands Hong, auprès desquels les étrangers devaient acheter en argent métal.[4]

La route de l'Inde à Canton passait par le détroit de Malacca et le détroit de Singapour. Les navires qui partaient de Calcutta, de Madras ou de Bombay pour la Chine avaient besoin de ports où s'abriter des tempêtes, se ravitailler en eau et en vivres et attendre la mousson. La Compagnie tenait Penang, fondée en 1786. En 1818, elle comptait encore conserver Malacca et Java, qu'elle avait occupées pendant les guerres napoléoniennes. La restitution de ces territoires aux Pays-Bas en vertu du règlement de paix laissa la sortie sud du détroit sous influence néerlandaise.[5]

Country traders, opium et problème de l'argent métal

La Compagnie résolut le problème de l'argent métal du commerce avec la Chine d'une manière qui allait façonner l'économie de l'Asie du Sud-Est pendant un siècle. Des marchands privés britanniques et indiens, les country traders, transportaient des marchandises indiennes vers la Chine et vers les ports de l'archipel, surtout du coton et de l'opium, dont la Compagnie contrôlait la production au Bengale. L'argent que les country traders gagnaient en Chine était versé au trésor de la Compagnie à Canton contre des lettres de change payables à Londres ou en Inde. La Compagnie utilisait ensuite cet argent pour acheter du thé.[6]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Ce mécanisme mérite l'attention, car il décrit pour l'essentiel un système financier. Les marchandises circulaient dans un sens, l'argent métal dans un autre et les lettres de change dans un troisième. Les marchands de Calcutta, de Canton, de Londres et des ports du détroit se consentaient mutuellement du crédit sur la base de ces lettres et de la connaissance qu'ils avaient de leur réputation respective. Les ports de la route étaient des nœuds d'un réseau de crédit autant que des lieux de commerce. Singapour entra dans ce réseau dès sa fondation. Ses agency houses, ces maisons de commerce et de commission examinées dans la partie B, en sont issues.

Le commerce de l'opium était aussi l'ombre morale et juridique du système. Comme les autorités chinoises interdisaient l'importation d'opium, ce commerce reposait sur la contrebande et la corruption des fonctionnaires. Dans les ports du détroit, l'opium était légal et taxé. Les recettes de sa vente devinrent, comme on le verra plus loin, un pilier des finances publiques de Singapour. Le lien entre l'essor du port et un commerce que les générations suivantes ont condamné fait partie de l'histoire de la place financière et est examiné dans la partie B.

Le problème stratégique de 1818

En 1818, les officiers de la Compagnie en Asie se trouvaient face à un problème stratégique. La restitution de Malacca et de Java aux Néerlandais menaçait de donner aux Pays-Bas le contrôle des deux passages entre l'océan Indien et la mer de Chine méridionale, le détroit de Malacca et le détroit de la Sonde. Les Néerlandais avaient montré à Riau en 1784 qu'ils étaient prêts à imposer leur contrôle par la force. Leur système de monopoles et de droits était en outre hostile au commerce privé britannique. Penang se trouvait trop au nord pour protéger la route méridionale.

Le gouverneur général de l'Inde, Lord Hastings, se laissa convaincre en 1818 de financer une expédition destinée à établir une nouvelle base britannique dans la région, à condition qu'elle ne heurte pas les Néerlandais.[7] Le mandat était prudent. La Compagnie voulait une station sur la route méridionale sans conflit avec les Pays-Bas, dont la Grande-Bretagne appréciait l'amitié en Europe après les guerres

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

napoléoniennes. La tension entre ces deux objectifs – une base qui affaiblirait le contrôle néerlandais, obtenue sans provoquer les Néerlandais – marqua la fondation et le différend diplomatique qui s'ensuivit.

Notes

1. Sur le double caractère de la Compagnie des Indes orientales, entreprise commerciale et puissance territoriale, au début du XIXe siècle, voir Philip Lawson, *The East India Company: A History*, Londres, Longman, 1993, et H.V. Bowen, *The Business of Empire: The East India Company and Imperial Britain, 1756–1833*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006. ↩
2. Wikipedia, « Charter Act of 1813 » (consulté en septembre 2026) : « the Company's commercial monopoly was ended, except for the tea and opium trade and the trade with China ». ↩
3. Wikipedia, « Charter Act of 1813 » (consulté en septembre 2026) : la charte fut renouvelée ensuite par le Government of India Act 1833. ↩
4. Sur le système de Canton, les marchands Hong et le problème de l'argent métal dans le commerce avec la Chine, voir Paul A. Van Dyke, *The Canton Trade: Life and Enterprise on the China Coast, 1700–1845*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2005. ↩
5. Java fut restituée aux Pays-Bas en 1816 et Malacca en septembre 1818 ; voir Wikipedia, « William Farquhar » (consulté en septembre 2026), sur le retour des Néerlandais à Malacca en septembre 1818. ↩
6. Sur le commerce triangulaire entre l'Inde, la Chine et la Grande-Bretagne et le rôle de l'opium et des lettres de change, voir Michael Greenberg, *British Trade and the Opening of China 1800–42*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951. ↩
7. Wikipedia, « Founding years of modern Singapore » (consulté en septembre 2026) : Hastings fut convaincu en 1818 de « fund an expedition to establish a new British base in the region, but with the proviso that it should not antagonise the Dutch ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com